



Rapport d'activités 2025

MCI - Mouvement pour la coopération internationale
15 rue des Savoises CH-1205 Genève
T+41(0)22 320 29 02
mci.fgc@gmail.com
www.mcifgc.ch

Avril 2026

Table des matières

Activités en Suisse	2
Vie institutionnelle	2
Information et rencontres	2
Travail en réseau.....	2
Partages des savoirs en Colombie	3
Partenariats dans les pays	4
Argentine - Soutien au peuple Mbyá Guaraní dans la récupération de ses territoires traditionnels	5
Brésil - Renforcer la gouvernance et la gestion territoriale du peuple Yanomami.....	7
Colombie - Soutien à l'organisation du peuple Embera – CMICH et à sa garde indigène	9
Pérou - Soutien à la Fédération des communautés natives du bassin Tigre, Feconat, et à son programme de surveillance écologique	11
Pérou - Jakon Nete : Renforcement des capacités scolaires et sociales d'enfants vulnérables dans la ville de Pucallpa	12
Conclusion	14

Activités en Suisse

Vie institutionnelle

En 2025, les instances du MCI ont fonctionné de manière régulière. Le Comité, avec l'appui d'un secrétaire salarié à mi-temps, s'est chargé de régler les affaires courantes et de superviser le fonctionnement de l'association. 10 membres actifs ont participé au suivi des projets et à la vie associative. 11 réunions plénières ont été organisées avec la participation de l'ensemble des membres actifs pour aborder les sujets de fond de l'association. Les thèmes centraux ont été l'organisation de la rencontre de Partage des savoirs en Colombie, le désengagement de la coopération suisse d'Amérique latine et la préparation d'un argumentaire en faveur du maintien des financements, ainsi que le suivi des projets en cours. En 2025, le MCI a suivi cinq projets de développement, en Argentine (1), au Pérou (2), en Colombie (1) et au Brésil (1) et un projet de Partage des savoirs. Il a envoyé 305'155 CHF à ses organisations partenaires. L'appui financier obtenu l'a été principalement par l'intermédiaire de la Fédération genevoise de coopération (FGC), subventionnée par des collectivités publiques suisses.

Membres actifs en 2025 : Hayin-Ray Antileo, Thomas Chusinchung, Matheus Coghi, Bernard Comoli, Tamara Frey, Ambre Lavanchy, Loïc Merzlic, Florence Nuoffer, Nicolas Sitbon, Aurélien Stoll.

Informations et rencontres

En 2025, le MCI a communiqué régulièrement des informations par le biais de son site internet www.mcifgc.ch et de ses réseaux sociaux. Un nouveau site internet a été conçu pour améliorer l'attractivité et l'accès aux informations. En octobre, le magazine Esprit solidaire, a consacré son émission à la rencontre de partage des savoirs sur la défense des territoires autochtones, qui s'est tenue en mai 2025 dans le département d'Antioquia, en Colombie. Il a été diffusé à plusieurs reprises sur la chaîne de télévision locale *Léman Bleu*. D'autre part, des articles de presse en lien avec les projets du MCI ont été publiés dans les médias genevois Le Courrier, La Tribune de Genève et dans le magazine d'Amnesty Suisse.

Pour pallier le retrait des financements fédéraux, le MCI a mobilisé sa base lors d'un brunch solidaire thématique autour de la gastronomie péruvienne, organisé le 5 octobre 2025 à Genève. Cet événement convivial a réuni de nombreux soutiens et a permis de collecter des fonds essentiels à la poursuite de nos actions auprès des peuples autochtones.

Travail en réseau

En 2025, le MCI a participé aux activités de la Fédération genevoise de coopération – FGC, dont il est l'un des membres fondateurs (rencontres, formation, activités d'information). La FGC regroupe plus de 60 associations genevoises actives dans les domaines de la coopération au développement. Elle constitue une interface entre les associations et les collectivités publiques pour l'obtention de fonds et le financement de projets de développement. En 2025, le MCI s'est particulièrement engagé dans l'organisation de la Conférence annuelle des collectivités publiques partenaires de la FGC et dans l'élaboration d'un argumentaire afin de plaider en faveur du maintien des financements en Amérique latine et aux Caraïbes, une région menacée par le désengagement budgétaire fédéral. Cet argumentaire a rappelé que cette zone demeure la plus inégalitaire au monde et qu'elle est marquée par une extrême pauvreté touchant particulièrement les populations autochtones, rurales et afrodescendantes. Cette mobilisation a porté ses fruits, les partenaires publics genevois ayant réaffirmé leur soutien à la poursuite de ces actions, ce qui a permis de compenser en partie le désengagement budgétaire fédéral.

Rencontre de Partage de Savoirs en Colombie

En mai 2025, une rencontre de Partage des savoirs d'une dizaine de jours a été organisée par le MCI en Colombie, dans les domaines de la protection territoriale des peuples autochtones et de l'éducation différenciée. En réunissant une quarantaine de participants — partenaires autochtones, autorités traditionnelles, gardes indigènes et sages — cet événement a permis de faire ressortir les différentes stratégies mises en œuvre par les partenaires du MCI pour défendre leur territoire. Des représentants autochtones du Pérou, du Brésil et d'Argentine ont fait le déplacement pour l'occasion.

La première partie de la rencontre a eu lieu à Medellín. Elle était axée sur l'éducation avec l'étude de la faculté de pédagogie de la Terre-Mère (Université d'Antioquia) et la visite du siège de l'Organisation indigène d'Antioquia (OIA), un partenaire de longue date du MCI.

La partie principale des échanges s'est déroulée dans la communauté Emberá Chigodocito, dans la municipalité de Chigorodo, dans le nord du département d'Antioquia.

Trois axes majeurs ont émergé des ateliers et des discussions :

Défense des droits et environnement : La question de la consultation préalable a été centrale, notamment face à la pression des projets miniers, tout comme l'ont été les stratégies de surveillance et de délimitation territoriale pour faire face aux invasions et aux impacts de l'exploitation des ressources naturelles.

Gouvernance et éthique : Les participants ont analysé les défis internes du fonctionnement des organisations indigènes de base, traitant de la gestion administrative, de la nécessité de formation continue et de la préservation des valeurs éthiques au sein du mouvement indigène.

Évolutions sociales : Les échanges ont mis en lumière le rôle croissant des femmes dans les structures de décision et ont permis d'aborder la question de la diversité de genre au sein des autorités traditionnelles. Les participants ont également rappelé que la lutte politique est indissociable de la spiritualité.

La visite des sites sacrés et les rencontres avec la garde indigène (soutenue par le MCI) ont illustré concrètement comment la protection spirituelle et physique du territoire s'articule pour ces peuples.

Pour assurer le suivi de ces apprentissages, plusieurs supports sont en cours de finalisation : Un guide de recommandations pour les organisations et une vidéo réalisée par des communicateurs indigènes¹.

Cette rencontre a rappelé l'importance de ces espaces pour renforcer les capacités des dirigeants autochtones, leur permettre de connaître d'autres réalités de terrain et d'autres expériences pour améliorer leur efficacité et être moins isolés.

¹ Pour visionner la vidéo (en espagnol), sélectionner le lien suivant :
<https://youtu.be/yG17cNzg0jU?si=coGLW9Bnng1oN6Ax>



En 2025, le MCI a organisé une rencontre de Partage des savoirs dans une communauté autochtone réunissant une quarantaine de participants dont des représentants autochtones de ses partenaires au Pérou, au Brésil et en Argentine. Photos MCI

Partenariats dans les pays

Argentine - Soutien au peuple Mbyá Guaraní dans la récupération de ses territoires traditionnels



Réunion de coordination dans la communauté Mbya Guaraní Puente Quemado qui subit l'invasion et la destruction de son territoire par des entreprises forestières qui pratiquent la monoculture de Pins. Photo: MCI

Ce projet, mené par le MCI et son partenaire local EMIPA, soutient le peuple Mbyá Guaraní en Argentine. En 2025, le contexte politique est marqué par une hostilité croissante du gouvernement envers les autochtones, favorisant la propriété privée et les expulsions au détriment des droits ancestraux. L'inflation importante a engendré une perte de pouvoir d'achat significative pour l'organisation partenaire.

Le projet accompagne désormais 60 communautés, soit plus de 5 000 personnes. Malgré la lenteur des procédures judiciaires et l'absence de réponses des autorités, notre partenaire EMIPA et son avocate ont renforcé le soutien aux communautés face aux violations de leurs droits, ont poursuivi les longs processus de récupération territoriale et ont apporté un appui juridique et administratif à la fondation Sagittaria qui a financé l'achat de 911 hectares pour 12 communautés.

L'Aty Ñeychyrõ (Grande Assemblée) s'est consolidée comme une instance clé de défense et d'autonomie collective. Les formations ont permis aux jeunes de renforcer leur identité et leur confiance. Ils sont désormais capables d'exprimer leurs revendications devant les médias et le grand public. Les femmes s'organisent également au sein de l'Aty Kuñangue pour orienter les choix stratégiques de leur peuple. Pour contrer la désinformation et capitaliser sur les leçons apprises, huit cahiers interculturels sont en cours d'élaboration pour sensibiliser les écoles et les universités. Malgré ces résultats positifs, la dépendance financière au projet et la pression politique nationale restent des défis majeurs pour les deux prochaines années.

En 2025, ce projet a reçu des financements de la DDC et de la Ville de Genève via la FGC.





De haut en bas, une réunion de coordination avec des représentants Mbya Guarani de trois communautés pour élaborer des stratégies de défense territoriale, une communauté Mbya Guarani vue du ciel, une conseillère de l'équipe d'Emipa.

Brésil - Renforcer la gouvernance et la gestion territoriale du peuple Yanomami



En 2025, un membre du MCI a réalisé une visite de terrain dans le bassin Demini. Photo Secoya

Ce projet est mené en partenariat avec l'ONG brésilienne Secoya (Service et Coopération avec le peuple Yanomami) et les associations Kurikama et Parawami, représentant les villages (xapono) des rivières Marauia et Demini, dans l'État d'Amazonas. L'objectif est de renforcer ces structures, de former des agents interculturels et des sages-femmes, et de déployer un programme d'éducation différenciée adapté aux réalités autochtones.



En 2025, le contexte politique au Brésil reste hostile malgré des avancées fédérales. Le projet de loi « PL da Devastação » (PL 2.159/2021) menace les territoires en simplifiant l'octroi de licences environnementales pour faciliter les projets de mines, routes et barrages. Parallèlement, la thèse du « Marco Temporal » — limitant les revendications territoriales aux terres occupées avant octobre 1988 — reste un sujet de préoccupation majeur. Face à ces pressions, le plaidoyer a été permanent. Une délégation Yanomami et la Secoya ont participé à la COP30 de Belém et à l'« Acampamento Terra Livre » à Brasília. Sur le terrain, une collaboration avec le ministère du Développement social (MDS) a permis d'installer des systèmes de purification de l'eau essentiels à la santé. Après le décès de son coordinateur en 2024, l'association Parawami s'est restructurée via l'élection d'un nouveau conseil de direction. Deux séminaires du Plan de gestion territoriale et environnementale (PGTA) sur les rivières Demini et Marauia ont permis d'identifier les actions prioritaires à mettre en œuvre pour la protection de la forêt et la lutte contre l'orpaillage illégal. Enfin, la formation des sages-femmes s'est poursuivie, consolidant les savoirs traditionnels et les soins materno-infantiles.

En 2025, ce projet a reçu des financements de la ville d'Onex et de l'Etat de Genève, via la FGC. Deux membres du MCI ont réalisé une visite de terrain.



En 2025, deux séminaires du Plan de gestion territoriale et environnementale (PGTA) sur les rivières Demini et Marauíá ont permis d'identifier les actions prioritaires à mettre en œuvre pour la protection de la forêt et la lutte contre l'orpaillage illégal. Photos : Secoya

Colombie – Soutien à l’organisation du peuple Embera – CMICH et à sa garde indigène



En 2025, le soutien apporté a permis de renforcer le CMICH et sa garde indigène. Photo: MCI

Ce projet est réalisé en partenariat avec l’organisation indigène colombienne Cabildo Indígena de Chigorodo – CMICH, qui représente cinq communautés Embera de la municipalité de Chigorodó.

Les Embera de Chigorodó vivent sur une terre où la faune et la flore sont encore préservées grâce à leurs connaissances traditionnelles. Ce projet vise à renforcer l’organisation des communautés pour qu’elles puissent continuer à défendre ce territoire. Il s’agit de valoriser les connaissances ancestrales et de renforcer la garde indigène, chargée de surveiller le territoire. Des activités illégales et des groupes armés menacent cet équilibre. Un nouveau projet d’extraction minière est particulièrement inquiétant.



Grâce à ce projet de renforcement organisationnel, des avancées majeures ont été obtenues, notamment la mise en œuvre opérationnelle du Programme de Vigilance Environnementale Indigène (PVAI) et la formation technique et spirituelle de la Garde Environnementale. Deux bureaux destinés à la Garde indigène ont été inaugurés dans les communautés de Dojura et Chidogocito. L’établissement du Plan de Gestion des Sites Sacrés (Drua Wandra) vise à sécuriser des zones de haute valeur spirituelle et écologique. Le dialogue intergénérationnel s’est amélioré à travers la transmission des savoirs ancestraux dans les écoles. Sur le plan juridique, la coordination renforcée entre le Comité de Justice Indigène et les autorités civiles a permis de résoudre efficacement plusieurs conflits fonciers, garantissant ainsi la stabilité des resguardos de Yaberaradó et Polines. Les actions du CMICH sont documentés par une production multimédia valorisant la langue et la culture Embera. Elle positionne le Cabildo comme un acteur de référence de la gouvernance environnementale et de la défense des droits des peuples autochtones en Colombie.

En 2025 un membre du MCI a réalisé une visite de terrain du projet.



Le soutien apporté par le MCI a permis au CMICH de mener des actions de communication, d'équiper la garde indigène et d'aménager un local communautaire. Photos : MCI

Pérou – Soutien à la Fédération des communautés natives du bassin Tigre, Feconat, et à son programme de surveillance écologique



Les autorités des communautés autochtones du bassin Tigre affiliées à Feconat sont réunies lors d'une Assemblée générale de Feconat.
Photo : MCI

Ce projet mené en partenariat avec FECONAT (Fédération des Communautés Natives du Tigre) se concentre sur la défense des droits territoriaux et la surveillance environnementale dans le bassin de la rivière Tigre, au sein de la région de Loreto au Pérou. Ce territoire est historiquement marqué par les activités extractives pétrolières, dont les infrastructures et les fuites récurrentes menacent l'équilibre écologique et la santé des populations autochtones. Depuis 2025, une nouvelle menace est apparue avec des invasions à répétition d'orpailleurs qui, stimulés par l'envolée des cours de l'or, multiplient les incursions qui détruisent les écosystèmes et menacent les droits des communautés.

Pour faire face à ces menaces, l'un des piliers majeurs du projet est le renforcement de la surveillance autonome par les communautés. Grâce à une assistance technique spécialisée, la fédération a pu systématiser les preuves de contamination des sols et des eaux de surface. Cette expertise technique permet de contester les rapports officiels souvent incomplets et d'exiger une remédiation effective des sites pollués.

En 2025, FECONAT a maintenu une activité de plaidoyer intense pour garantir le respect des accords issus de la Consultation Préalable liés à l'exploitation de la concession 192. Le projet soutient la présence des leaders autochtones lors de réunions stratégiques à Iquitos et Lima avec les autorités gouvernementales (Perupetro, MINEM).

Le projet vise également à consolider la structure organisationnelle de la FECONAT. Cela passe par une amélioration de la gestion administrative et l'accompagnement juridique continu des communautés membres. L'objectif à long terme est de doter la fédération de capacités d'autogestion lui permettant de superviser son territoire de manière indépendante.

En 2025, un membre du MCI a réalisé une visite de terrain.





De gauche à droite, les cinq dirigeants autochtones de Feconat élus par les représentants des communautés.



L'équipe technique de Feconat, de gauche à droite, le conseiller en environnement, l'administratrice, l'assistante de logistique, le conseiller légal.



En 2025, les surveillants écologiques ont installé des points de collecte des déchets dans leur communauté.

Pérou - Jakon Nete : Renforcement des capacités scolaires et sociales d'enfants vulnérables de la ville de Pucallpa



Les jeunes défavorisés du quartier de la Hoyada participent à des ateliers artistiques pour améliorer leurs capacités socio-émotionnelles.
Photo MCI

Jakon Nete (monde idéal en langue Shipibo) est un projet de soutien psychosocial et pédagogique à des enfants et des adolescents défavorisés du quartier de la Hoyada, dans la ville de Pucallpa. La méthodologie adoptée donne une large place à l'art thérapie et intègre l'ensemble des habitants du quartier et les services publics. Le but est d'accompagner le développement des compétences personnelles et sociales de 130 enfants et adolescents du quartier et d'éviter leur décrochage scolaire. Parmi les activités, il y a des ateliers d'arts, de l'appui scolaire, des projections audio-visuelles, des actions de sensibilisation à la santé.



En 2025, face aux inondations qui ont frappé le quartier, une cuisine collective a été organisée pour soutenir les enfants et adolescents du projet, marquant le début d'une année riche en actions communautaires. Sur le plan éducatif, après une mise à niveau en février 2025, l'accompagnement scolaire a repris en avril et s'est renforcé en août grâce à l'arrivée de dix stagiaires de l'Université d'Ucayali, permettant l'ouverture de deux nouveaux espaces d'accompagnement scolaire à Flor de Adonis et 29 de Mayo. Le programme artistique CreArte a déployé plusieurs modules traitant de l'identité autochtones, de l'environnement, tandis qu'a été présentée avec succès la pièce sur les traces du caoutchouc au Théâtre Municipal de Pucallpa. Dans le cadre du Festival Raíces Vivas, les participants ont travaillé sur leurs origines amazoniennes par la peinture kene, la danse et la création plastique. Enfin, les femmes du projet ont documenté leur identité régionale à travers un court-métrage sur la pêche et la broderie de leurs récits de vie sur des supports végétaux, intégrant ainsi cet événement à la programmation culturelle de la ville.

En 2025, ce projet a reçu des financements de la Direction du développement et de la coopération (DDC), de l'Etat de Genève, de la commune de Bellevue et de la commune de Thônex, via la FGC.



La maison du projet Jakon Nete propose des espaces pour les enfants du quartier pour les activités dédiées à la petite enfance et pour l'accompagnement scolaire. Photo MCI



Le quartier de la Hoyada est situé à proximité de la rivière Ucayali et est régulièrement inondé lors de crue. Photo MCI



En 2025, les participants ont travaillé sur leurs origines amazoniennes, ils ont organisé le festival Faiz Vivas et ont produit la pièce de théâtre sur les traces du caoutchouc. Photo MCI

Conclusion

En 2025, le MCI a poursuivi ses engagements en faveur des peuples autochtones en Amérique latine, envoyant un total de 305'155 CHF à ses organisations partenaires. Cette action, soutenue par la Fédération genevoise de coopération (FGC), s'est déployée à travers cinq projets de développement en Argentine, au Brésil, au Pérou et en Colombie, ainsi qu'un projet de partage des savoirs en Colombie. Cependant, l'année a été marquée par une préoccupation majeure : le retrait annoncé des financements de la Direction du développement et de la coopération (DDC) en Amérique latine et aux Caraïbes (ALC). Ce désengagement fédéral représente une menace directe pour la pérennité des actions du MCI. Il affecte déjà la continuité des interventions du MCI : dès 2025, les montants attribués par la FGC ont diminué de moitié, entraînant des retards opérationnels et la mise en attente de projets pourtant validés.

En lien avec cette situation, le MCI, d'autres organisations actives en Amérique latine et la FGC ont constitué un groupe de travail sur cette problématique et ont élaboré un argumentaire spécifique pour plaider en faveur du maintien des financements dans cette région, rappelant qu'elle demeure la plus inégalitaire au monde. La pauvreté y touche particulièrement les populations autochtones et rurales, déjà fragilisées par un contexte politique souvent hostile. En Argentine par exemple, l'inflation et l'hostilité du gouvernement envers les droits ancestraux compliquent la récupération des territoires du peuple Mbyá Guaraní. Au Brésil, le projet de loi « PL da Devastação » et la thèse du « Marco Temporal » menacent directement les terres des Yanomami. Le retrait de la DDC contraint les organisations suisses à réduire, voire à abandonner leurs programmes, ce qui impacte directement leur fonctionnement et leur capacité à soutenir les initiatives locales.

Face à ces défis budgétaires, le MCI a dû mobiliser sa base, notamment lors d'un brunch solidaire en octobre 2025, pour collecter des fonds essentiels. La recherche de nouvelles sources de financement reste complexe et incertaine. En conclusion, bien que les partenaires publics genevois aient réaffirmé leur soutien en 2025, le désengagement de la Confédération soulève des questions critiques sur l'avenir de la coopération au développement en Amérique latine et celle du MCI. L'action du MCI demeure pourtant essentielle pour soutenir les populations autochtones face à l'expansion du modèle extractiviste. Ce constat a été réaffirmé lors de la rencontre de partage des savoirs en Colombie, où les partenaires autochtones ont souligné que l'accompagnement sur le long terme du MCI avait été un facteur déterminant dans la récupération de leurs territoires et la reconnaissance de leurs droits. L'année 2026 s'annonce difficile, rendant la mobilisation des soutiens indispensable à la poursuite de nos activités.